



Produire
Régional

FORUM ÉCONOMIQUE des îles de l'océan Indien

14^{ème} édition

Rapport final Actes du 14^e FEIOI



Dembéni, Mayotte
5-7 novembre 2024

INTRODUCTION ET DISCOURS	3
JOUR 1 PRODUIRE, TRANSFORMER, INNOVER	12
- Séance d'ouverture et zoom sur l'économie mahoraise	12
- Les perspectives de l'extension de l'OHADA au sud-ouest de l'océan Indien	15
- La dépendance de nos îles aux intrants et matières premières non-régionales	16
- Dynamiser le commerce entre l'Union européenne et l'océan Indien	18
- Les touristes consommateurs de produits de nos îles	19
- L'emballage durable et le stockage des produits sous les tropiques	21
JOUR 2 LA ROUTE VERS DES PRODUITS À FORTE VALEUR AJOUTÉE	23
- Améliorer la desserte aérienne de nos îles	23
- Routes maritimes : ossature du commerce et de la production régionale	24
- Saisir les opportunités qu'offre une transition écologique pour le développement de produits à forte valeur ajoutée	25
- Appel à projets VARUNA Biodiversité/Entreprises	27
- Production artisanale : la recherche de partenariats pour le passage à l'échelle industrielle respectueuse de l'environnement	29
- Investir dans le capital humain pour une montée en gamme durable	31
- La pêche durable dans notre région	32
JOUR 3 POUR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS DURABLE ET COMPÉTITIVE DE LA RÉGION	34
- L'autonomie énergétique et la décarbonation des systèmes énergétiques dans notre région	34
- Pitch start-up de l'océan Indien	36
- Fresques de la Biodiversité et de l'Économie circulaire	37
- Visites d'entreprises	38
CONCLUSION ET 15^E ÉDITION	39

INTRODUCTION

au 14^e Forum économique des îles de l'océan Indien

Ce rapport compile les moments forts du 14^e Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI), tenu du 5 au 7 novembre, au Technopole de Mayotte à Dembèni, et les objectifs visés de chaque table ronde, atelier de travail et visite d'entreprise. Co-organisé par Cap Business Océan Indien et l'Agence de Développement et d'Innovation de Mayotte (ADIM), en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mayotte et l'Association Mayotte Technopole, le forum a également bénéficié du soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), du Département de Mayotte, et du programme Interreg Canal du Mozambique.

PAYS PARTICIPANTS

Madagascar, Comores, Mayotte, Seychelles, La Réunion, Maurice et aussi des marchés stratégiques pour le commerce de la zone océan Indien, comme le Kenya, le Mozambique et l'Union européenne.

LE THÈME

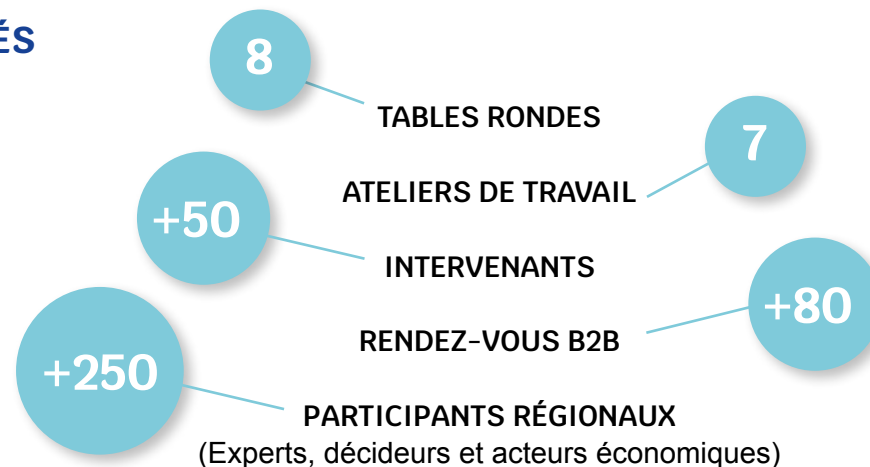
« Produire Régional »

Riche de sa diversité culturelle, environnementale et économique, la zone Indianocéanie est un terreau fertile pour la production régionale. Elle offre une base solide d'opportunités uniques de développement économique durable. Au cœur des discussions, le potentiel considérable de la production locale.

OBJECTIF

Réduire la dépendance aux intrants externes et maximiser les opportunités sur les marchés régionaux et internationaux, en explorant les perspectives de développement économique durable de la production régionale, à travers une coopération renforcée et l'optimisation des ressources régionales.

CHIFFRES CLÉS



INTRODUCTION

Méthodologie

Le programme est articulé autour de trois axes principaux, servant de cadre à l'élaboration des sujets des tables rondes et des ateliers de travail :

1

PRODUIRE, TRANSFORMER, INNOVER

Au cœur des discussions, le potentiel remarquable des bassins de production, valorisant les ressources naturelles et le savoir-faire local.

L'enjeu des intrants et des matières premières a été central, avec une réflexion sur des solutions favorisant une production plus autonome et durable.

2

LA ROUTE VERS DES PRODUITS À FORTE VALEUR AJOUTÉE

Explorer les opportunités des marchés locaux et internationaux pour renforcer la visibilité et la compétitivité de nos produits régionaux.

Ouvrir la voie à une croissance durable avec des discussions axées sur l'investissement dans le capital humain et les partenariats pour une expansion industrielle verte.

Enfin, le rôle croissant des touristes comme consommateurs de produits régionaux est envisagé comme un levier de développement économique.

3

POUR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS DURABLE

ET COMPÉTITIVE DE LA RÉGION

L'innovation, qu'elle soit technologique, commerciale ou liée à des processus de production durables, est un moteur essentiel pour la croissance et la diversification économique de la production régionale.

DISCOURS INAUGURAL

par **Guillaume Hugnin**
président de Cap Business
Océan Indien

1/2



Chers participants,

C'est un immense honneur de vous accueillir aujourd'hui à l'ouverture du 14^e Forum économique des îles de l'océan Indien, ici, à Mayotte, en ma qualité de Président de Cap Business Océan Indien. En effet, fort d'une expérience au service de nos îles, je suis particulièrement heureux d'être parmi vous pour cet événement majeur, ici à Mayotte, un territoire que j'ai eu la chance de visiter à plusieurs reprises, soit plus d'une vingtaine fois.

Merci à l'Association Mayotte Technopole pour son accueil dans ce lieu dédié à l'innovation, à l'entrepreneuriat et au développement économique. Merci également à l'ADIM, qui coorganise cet événement avec Cap Business Océan Indien, et au soutien de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mayotte ; ainsi qu'à nos précieux partenaires et sponsors, sans qui cet événement n'aurait pu avoir lieu.

La tenue de cet événement ici caractérise, selon moi, la détermination et la ténacité des acteurs du sud-ouest de l'océan Indien. Nous faisons tous face, sur nos territoires respectifs, à de nombreux défis liés à notre insularité : les contraintes logistiques, des marchés restreints au pouvoir d'achat limité, le manque d'eau, et les impacts du changement climatique, en sont quelques exemples. Malgré ces obstacles, nous avons toujours su les surmonter pour continuer à faire progresser nos entreprises et notre région.

Comme vous le savez, nos amis Mahorais ont, en particulier, relevé de nombreux défis pour mener à bien cet événement. Je profite donc de ma prise de parole pour les remercier vivement.

Notre dernière rencontre, axée sur la thématique « Repenser demain », remonte à octobre 2022, lorsque la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice, a passé le relais à celle de Mayotte.

Votre présence aujourd'hui témoigne de l'importance croissante de Mayotte, une économie émergente au cœur de notre belle région. Ce forum sera l'occasion de renforcer les échanges et de valoriser la dynamique entrepreneuriale de nos îles.

Un grand merci à tous ceux qui ont œuvré à l'organisation des tables rondes et ateliers de cette édition autour de la thématique « Produire Régional », avec des intervenants de haut niveau.

Bien que de nombreux défis persistent, notre région possède un potentiel de production indéniable. Au cours de ces 3 prochains jours, nous identifierons les secteurs stratégiques et les initiatives porteuses, afin d'encourager les synergies entre nos territoires.

DISCOURS INAUGURAL

par Guillaume Hugnin

président de Cap Business

Océan Indien

2/2

■ ■ ■

En effet, encore méconnus, nos bassins de production offrent des perspectives prometteuses pour les investissements. Avec une biodiversité exceptionnelle et des secteurs économiques variés – du tourisme à la finance, en passant par la pêche – la région présente un vaste potentiel, tant en matière de commerce que de développement des infrastructures. Nous vous invitons à partager, de mieux vous connaître afin de favoriser des investissements croisés, les uns chez les autres, mais aussi à se regrouper afin de mieux attirer les investisseurs hors zone.

La question de la connectivité, essentielle pour nos territoires insulaires, en termes de logistique et de coûts, représente également des opportunités de développement. Chacune de nos îles a un rôle important à jouer, non seulement pour son propre développement, mais aussi pour renforcer l'économie de toute la zone.

L'association Cap Business Océan Indien à travers sa Feuille de route 2021-2026, et grâce au soutien constant de l'Agence Française de Développement, s'est restructuré afin d'accompagner le secteur privé vers un développement plus juste, durable et résilient, en proposant notamment des outils de dialogue régionaux tel que cet évènement.

Nos efforts se concentrent sur cinq secteurs prioritaires qui sont : l'économie bleue, l'énergie et la construction, le tourisme durable, l'agriculture et la connectivité.

Le rôle de Cap Business Océan Indien est de connecter, d'accompagner des projets et de mobiliser les acteurs économiques autour de sujets communs. Parmi ces enjeux, citons la décarbonation industrielle, l'intégration de la biodiversité dans les stratégies d'entreprise et le développement de l'économie bleue. Sans oublier, bien sûr, ce qui nous réunit aujourd'hui : la production régionale.

Si Cap Business Océan Indien a été conçu pour faciliter ce changement, ce sont bien les entreprises et entrepreneurs qui créent l'impact. Présents aujourd'hui, vous souhaitez vous aussi participer au développement économique régional et être acteurs de ce changement. Les échanges qui auront lieu lors de ce forum enrichiront notre programme d'actions par secteur prioritaire afin de mieux servir les acteurs régionaux.

Pour conclure, nous partageons la vision d'une région tournée vers un développement économique durable et innovant, favorisant la coopération régionale. Profitons de cet évènement unique pour explorer ensemble les opportunités qu'offre le sud-ouest de l'océan Indien.

Échangeons, partageons et faisons connaissance pour bâtir l'avenir de nos îles.

POINTS FORTS DE L'ALLOCATION

Rosette Vitta,

présidente de l'ADIM

Agence de Développement
et d'Innovation de Mayotte

1/1



Vous portez avec vous la richesse et la diversité de notre région

Nous sommes rassemblés autour d'un thème essentiel « produire régional », un thème qui résonne dans le cœur de chacun d'entre nous, car il parle de notre avenir commun, de notre vision d'une région unie et forte et de notre ambition de bâtir une économie ancrée dans nos territoires, riches de talents, et résiliente face aux défis de demain.

Un moment de dialogue, de partage et de création d'opportunités. Pendant les prochains jours, nous verrons ensemble des sujets qui nous tiennent à cœur. L'économie bleue pour protéger et valoriser nos mers, le tourisme durable pour faire découvrir la beauté de nos îles sans la modifier, l'agro-industrie, l'économie circulaire, la connectivité ou encore les stratégies bas-carbone.

Plus de 200 participants de la région aujourd'hui, la preuve que notre communauté d'affaires est forte et que notre ambition est grande.

Grace aux sessions plénières et ateliers, nous allons forger des alliances inspirées de projets et poser les fondations d'une économie régionale compétitive et durable. Cet évènement a lieu dans notre nouvelle Technopole de Mayotte. Ce lieu incarne la vitalité de notre territoire notre volonté de miser sur l'innovation et de l'entrepreneuriat. La technopole est un symbole de notre engagement et de notre détermination à jouer un rôle moteur dans la transformation économique de notre région.

Chers invités, relevons ensemble les défis de demain, soyons fiers de ce que nous construisons ici aujourd'hui, soyons les artisans d'un modèle de production régionale qui nous rassemble, qui nous distingue et qui nous inspire.

Merci à chacun d'entre vous pour votre présence, votre engagement et votre passion. Ensemble faisons de ce forum un tremplin vers un avenir partagé, vers une coopération renforcée et vers une réussite collective.

POINTS FORTS DE L'ALLOCATION

Mohamed Ali Hamid,
président de la Chambre
de commerce et d'industrie
de Mayotte

1/2



Honorables invités et représentants des territoires partenaires,

Nous nous retrouvons ce matin pour l'ouverture de la 14^e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien, sur ce beau site de la Technopole de Mayotte. Je tiens à féliciter l'ensemble des organisateurs et partenaires qui ont contribué à la tenue de cet événement devenu incontournable.

Je voudrais ouvrir une parenthèse : j'ai eu la chance d'être une cheville ouvrière dans l'entrée de Mayotte au sein Cap Business Océan Indien, qui à l'époque s'appelait l'Union de Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCOI).

Cheville également, de jonction, avec le Président du Conseil départemental de Mayotte, Ben Issa Ousseni, qui a permis la naissance de l'ADIM. Je suis heureux d'avoir vu naître ces avancées pour ce territoire.

Le Forum économique des îles de l'océan Indien et le forum économique de Mayotte constituent un marqueur fort de notre partenariat régional.

Je remercie à ce propos l'AFD qui, par son accompagnement, contribue à dynamiser les actions à fort impact au sein de Cap Business Océan Indien, à l'image du programme Varuna, qui vise à freiner l'érosion de la biodiversité dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Par votre présence sur ce territoire, vous exprimez l'impérieuse nécessité de poursuivre ce travail commun initié de longue date dans le cadre de ces rencontres économiques régionales.

Lors de mon discours du Forum économique des îles de l'océan Indien de 2022, j'exprimais déjà ma conviction que l'économie devait nous permettre de franchir l'ensemble des obstacles pour un développement profitable à tous.

Les données économiques de 2023 nous révèlent encore que les flux d'échanges, notamment commerciaux, peinent à se développer et à produire les effets attendus sur les économies de notre sous-région.

Le thème retenu pour nos échanges cette année doit nous permettre d'avancer sur la question des normes et permettre aux régions ultrapériphériques françaises d'avancer de concert avec leurs partenaires régionaux.

« Produire régional », ce n'est pas un mot magique. Il doit nous engager à disposer de connaissances fines, de forces existantes et d'étudier ensemble les solutions techniques et opérationnelles répondant aux besoins de chacun de nos territoires.

POINTS FORTS DE L'ALLOCATION

Mohamed Ali Hamid,
président de la Chambre
de commerce et d'industrie
de Mayotte

2/2



À ce propos, Mayotte a entamé cette mutation, comme en témoigne la mise en service de la Technopole.

La CCI Mayotte participe activement aux grandes réflexions aux côtés des autorités nationales et locales pour que les grands projets du futur soient calibrés et profitables à l'ensemble des acteurs de la sous-région. Faire ainsi en sorte que nos entreprises puissent se développer à l'international et apporter des solutions techniques aux besoins des territoires partenaires et que la coopération économique décentralisée puisse permettre à nos partenaires d'apporter des solutions à nos difficultés.

La technopole, le projet multilab, le projet de compagnie maritime, le désenclavement aérien, tous ces projets constituent des initiatives pour lesquelles la CCI est pleinement mobilisée aux côtés du département, de l'ADIM et de l'État et, surtout, de nos partenaires régionaux. Leur avancement fera que Mayotte soit reconnue comme une place forte.

En même temps, je souhaite la bienvenue à nos voisins proches et lointains de Madagascar, de La Réunion, de Maurice, des Seychelles et, par extension, des pays de l'Est africain, notamment le Kenya, la Tanzanie et le Mozambique.

Parce que nous avons compris que nous Mayotte, par notre petite taille, 374 km², nous avons besoin de ce monde qui nous entoure, nous allons mettre fin donc au confinement pour ouvrir nos portes à nos voisins, dans le respect mutuel.

Je souhaite des discussions profitables à nos entreprises et à nos territoires.

POINTS FORTS DE L'ALLOCATION

Patricia Aubras
directrice régionale
océan Indien
de l'Agence Française
de Développement

1/2



Mesdames et messieurs,

C'est un grand plaisir d'être parmi vous aujourd'hui à l'occasion de cette nouvelle édition du Forum économique des îles de l'océan Indien. J'en suis d'autant plus fière que l'écrin de cet évènement est la technopole de Mayotte, cette belle infrastructure tout juste inaugurée, que l'AFD a contribué à financer.

Ce 14^e Forum économique des îles de l'océan Indien est placé sous le signe d'un enjeu désormais vital pour nos sociétés. « Produire durable », une question centrale pour le développement de nos territoires insulaires.

Comment conjuguer un développement économique équilibré entre et au sein de nos îles et la préservation des ressources naturelles dont nous dépendons ?

Nous nous devons de réussir ce challenge d'une croissance équilibrée pour nos territoires qui ne se fasse pas au détriment des écosystèmes, des services qu'ils nous rendent, et donc au détriment des générations futures. Cela implique de concevoir des modèles économiques inclusifs capables d'offrir des opportunités aux populations locales tout en préservant le patrimoine naturel exceptionnel de notre région.

Dans l'océan Indien, les territoires sont particulièrement soumis aux impacts du changement climatique, aux crises sanitaires, aux chocs économiques. C'est la conscience de ces défis qui anime nos actions au quotidien à l'Agence Française de Développement, celui de pouvoir financer des solutions concrètes adaptées aux réalités du terrain et centrées sur un avenir durable.

Qu'il s'agisse d'appuyer des systèmes de santé performants, de soutenir la formation professionnelle de tous les publics ou de répondre aux défis du développement urbain, la mission de notre direction régionale est d'accompagner la transition durable et inclusive des économies de l'océan Indien afin d'accroître leur résilience aux chocs futurs.

Plus particulièrement ici, à Mayotte, l'AFD accompagne des projets majeurs du territoire, qu'il s'agisse de cette technopole, du CARIBUS, de l'extension et la rénovation du CHM, du data center ITH, que certains d'entre vous vont pouvoir visiter, ou encore de la promotion d'une agriculture locale et responsable avec l'UCOOPAM et le lycée agricole de Coconi.

Ici et sur l'ensemble de la zone sud-ouest de l'océan Indien, nous œuvrons à concilier climat, nature et développement à travers la préservation de la biodiversité ou l'accompagnement de trajectoires sobres en carbone.

Face à tous ces enjeux, le secteur privé est plus que jamais au centre de l'équation.



POINTS FORTS DE L'ALLOCATION

Patricia Aubras

directrice régionale

océan Indien

de l'Agence Française

de Développement

2/2



Je souhaite saluer l'action de Cap Business Océan Indien qui nous réunit, dont l'équipe travaille d'arrache-pied vers la perspective d'un développement régional plus juste, plus durable et plus décarboné. Cette organisation inédite par sa forme et ses ambitions, s'emploie à favoriser l'émergence d'intérêts communs entre acteurs économiques autour des grands enjeux environnementaux et sociaux, et à faciliter leurs échanges et leur coopération.

Cap Business est aussi unique comme instance de représentation régionale du secteur privé. Il doit poursuivre son rôle de porte-parole, asseoir sa légitimité, votre légitimité, à peser dans les débats régionaux. Pour cela il faut continuer à construire sa pérennisation, à engager la responsabilité du secteur privé dans les enjeux de développement de notre zone, à travailler ensemble vers un avenir désirable. C'est l'outil à votre disposition, qui vous appartient pour permettre de créer des conditions d'un dialogue structuré entre acteurs publics, acteurs privés et société civile.

Économie, santé, climat, biodiversité, égalité femme/homme, éducation, ces thématiques sont interconnectées et essentielles à notre avenir commun dans l'océan Indien.

Le développement de cette région ne se réalisera pas sans une coopération solide et engagée. C'est ensemble avec les acteurs publics, privés et la société civile que nous parviendrons à bâtir un modèle de développement durable et inclusif pour notre zone.

Un modèle où « Produire durable » ne sera pas seulement une option mais une évidence, un incontournable.

Notre ambition commune est d'accélérer la transition économique et écologique de la région et cela nous ne pourrions y arriver qu'à travers l'intégration des enjeux environnementaux, climatiques et d'égalité notamment femme/homme, par les acteurs privés et par la promotion des chaînes de valeur plus régionalisées et plus responsables.

C'est ce qui va animer nos travaux les trois prochains jours.

Chers participants à ce 14^e forum, chers membres Cap Business Océan Indien, merci à vous pour votre engagement et votre énergie.

L'AFD, au travers des moyens qui sont mis à sa disposition par la République française, continuera à vos côtés à œuvrer pour un avenir plus juste, plus vert et plus solidaire dans l'océan Indien.

JOUR 1

Produire, transformer, innover

MARDI 5 NOVEMBRE

La première journée a été marquée par une séance d'ouverture riche en perspectives, suivie de tables rondes consacrées aux dynamiques de production, de transformation et de commercialisation.

SÉANCE D'OUVERTURE

Keynote speakers

UNE SÉANCE D'OUVERTURE RICHE EN PERSPECTIVES

Intervention de 3 personnalités influentes : **Dr Baomivotse Vahinala Raharinirina**, maître de conférences à l'université de Fianarantsoa et ancienne ministre de l'Environnement et du développement durable de Madagascar, **Jean-Claude Brunet**, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien, et **Florence Mar Picart**, directrice de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer à Mayotte.

Leurs discours, qui ont ouvert la voie à des discussions approfondies, étaient axés sur :

- La riche biodiversité de la zone ;
- La création de chaînes de valeur communes pour l'économie verte et bleue tout en protégeant et valorisant les ressources ;
- La résilience économique et environnementale face au changement climatique ;
- L'économie et les opportunités régionales comme faire de l'océan Indien un laboratoire pharmaceutique mondial en valorisant les plantes médicinales de la région, ou encore sortir des approches en silo pour construire une identité forte et unifiée de la région ;
- La coopération renforcée, des investissements et la complémentarité entre les îles dans un cadre structuré, incluant accords commerciaux, normes et accès aux marchés ;
- La connectivité, la sécurité maritime et les circuits courts essentiels pour bâtir un espace commercial stratégique et agricole durable ;
- Les investissements étrangers à attirer, la valorisation du tourisme, de l'économie bleue et circulaire ;
- L'insertion professionnelle des jeunes, par des formations adaptées, pour répondre aux besoins des secteurs économiques clés et renforcer la compétitivité régionale.

JOUR 1

SÉANCE D'OUVERTURE

Zoom sur l'économie mahoraise

ZOOM SUR L'ÉCONOMIE MAHORAISE

« *Mayotte, territoire pauvre parmi les riches, mais riche parmi les pauvres* ». Cette formule souvent utilisée par l'INSEE résume bien l'économie mahoraise présentée par **Florence Mar Picart**, directrice de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer à Mayotte.

L'économie de Mayotte affiche une croissance dynamique, malgré des conditions d'exercice difficiles liées aux crises récurrentes (sécurité, eau, sociale). Le PIB oscille autour de +8 à 10 % par an depuis 2015, (hormis 2020, +4 % avec la crise Covid). Le revenu par habitant a atteint 10 600 € en 2021, l'un des plus élevés de l'océan Indien, derrière La Réunion (23 445 €/hab.) et les Seychelles (12 031 €/hab.), mais devant Maurice (8 417 €/hab.). Toutefois, l'économie reste largement soutenue par les transferts publics et repose sur un modèle importation-consommation (ménages et administration), avec une production locale encore marginale. **Ce qui ouvre la voie à de nombreuses opportunités.** Avec une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur, avec comme principal fournisseur /client, la Métropole (250 M€ d'importations **par trimestre** contre 2,5 M€ d'exportations), Mayotte souffre d'un déficit commercial structurel, important face aux autres territoires français et européens, mais dispose d'opportunités de rattrapage dans plusieurs secteurs.

Le territoire fait face à des défis majeurs : infrastructures publiques insuffisantes, capital humain jeune peu qualifié (59 % d'analphabétisme contre moins de 10 % en Métropole), et un système de santé lacunaire et inégalitaire (48 médecins pour 100 000 habitants). **L'économie est dominée par le tertiaire (33 % services, 15 % commerce, 12 % construction et 12 % activités immobilières) et un tissu de très petites entreprises (plus de 90 % de TPE de moins de 10 salariés et plus de 95 % avec un chiffre d'affaires de moins de 750 K€).**

Pour renforcer son développement, Mayotte, qui est doté d'un écosystème riche et de dispositifs d'accompagnement au développement économique, devrait améliorer ses infrastructures (santé, transports, NTIC, gestion des déchets et traitement d'eaux usées), investir dans la formation et la santé de son capital humain ainsi que la protection de l'environnement et de sa biodiversité et favoriser une meilleure intégration régionale via les échanges commerciaux. L'économie bleue, l'économie circulaire et l'essor des circuits courts offrent des perspectives pour un développement plus autonome et durable.

JOUR 1

SÉANCE D'OUVERTURE

Zoom sur l'économie mahoraise

SUITE

UN POTENTIEL RÉGIONAL SOUS-EXPLOITÉ : ZOOM SUR L'OCÉAN INDIEN

Avec 53,9 M€ de biens importés des pays de la zone en 2023, ses principaux fournisseurs sont :

- Maurice (50,9 %) : matériel de transport, produits alimentaires, végétaux et chimiques
- La Réunion (18,2 %) : produits alimentaires, matériel de transport, métaux et équipements électriques.
- L'Afrique du Sud (17,2 %) : végétaux, bois, équipements électriques et matériel de transport.
- Madagascar (5,8 %) : végétaux, produits alimentaires et textiles.

Les exportations dans la zone, encore limitées avec 3 M€ en 2023, se concentrent sur le matériel de transport et les équipements électriques, principalement vers :

- La Réunion (61,8 %) : Matériel de transport, Machines appareils matériel électrique et leurs parties, Instruments et appareils d'optique de photographie ou de cinématographie de mesure de contrôle ou de précision.
- Les Comores (30,4 %) : Matériel de transport, Machines appareils matériel électrique et leurs parties, Produits des industries chimiques ou des industries connexes, Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques.
- Madagascar (3,9 %) : Machines appareils matériel électrique et leurs parties (56K€), Matières plastiques et ouvrages en ces matières.
- Maurice (3,5 %) : Machines appareils matériel électrique et leurs parties.

Ce déséquilibre souligne un potentiel considérable pour développer les échanges régionaux, en renforçant la production locale et en diversifiant les débouchés commerciaux.

JOUR 1

3 TABLES RONDES

1. Les perspectives de l'extension de l'OHADA au sud-ouest de l'océan Indien

CHEFFE DE FILE

CHANTAL DAGNAUD

Vice-présidente association ACP Legal
océan Indien - Juge-médiateur international

INTERVENANTS

MIORA ANDRIAMAMPIANDRA

Maître de conférences, chef du département
Droit Université de Fianarantsoa -
*Le rôle de l'OHADA dans la promotion
des investissements étrangers*

MOUSSA AHAMADA

Président fondateur Club régional OHADA
océan Indien, Comores -
Les normes comptables OHADA et IFRs

VINCENT ROUX

Avocat et maître de conférences
Université de Mayotte
*Arbitrage OHADA et résolution
des différends commerciaux*

BRUNO DELOISON

Président PEMA 2B Group
et gérant BYLEON et BYLEON
Mozambique Trading
*Perspectives des échanges commerciaux
avec le Mozambique*

CONTEXTE

L'extension du droit OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) dans le bassin de l'océan Indien et le canal du Mozambique constitue une opportunité majeure pour l'harmonisation juridique et le développement économique de la région. Cette adoption permettrait de faciliter les transactions commerciales, renforcer l'attractivité pour les investisseurs et simplifier les procédures administratives.

Objectifs :

- Présenter les principes et avantages du droit OHADA aux acteurs économiques, juridiques et institutionnels.
- Encourager l'adoption des normes OHADA et favoriser les échanges d'expériences entre les pays de la région.
- Favoriser un climat d'affaires propice au développement économique durable dans l'océan Indien.

SYNTHÈSE

Principaux enjeux abordés (questions-réponses et discussions)

- **Harmonisation juridique :**

Adoption d'une législation commune pour réduire l'incertitude et sécuriser les transactions.

- **Renforcement de l'intégration économique :**

Création d'un marché unifié et coopération régionale accrue.

- **Amélioration du climat des affaires :**

Simplification des procédures et protection des investisseurs.

- **Soutien aux PME :**

Accès amélioré au financement et aux marchés.

- **Renforcement des capacités juridiques :**

Formation des professionnels du droit, aptes à accompagner cette évolution et création d'institutions dédiées pour assurer une transition juridique efficace.

- **Défis de mise en œuvre :**

Adaptation des législations nationales et gestion des résistances au changement.

- **Impact social et éthique :**

Promotion de la justice économique et de la responsabilité sociétale.

- **Développement durable :**

Intégration de normes favorisant des pratiques écoresponsables.

JOUR 1

3 TABLES RONDES

2. La dépendance de nos îles aux intrants et matières premières régionales

CHEF DE FILE

VINCENT HORNSPERGER

Chargé de mission Stratégies bas carbone
et Économie circulaire,
Cap Business Océan Indien

INTERVENANTS

BRUNO DUBARRY

Président Terres d'Agroécologie

ASNA SAID ALLAOUI BACAR

Présidente fondatrice Coopérative PTCFL,
directrice AMS

MUSTAFA RAMADHAN

Vice-président CCI Kenya

GUILLAUME RUBIN

Président groupe EKWALI

FALY RASAMIMANA

Directeur général Groupe Faly export,
président fondateur ONG ADID

CONTEXTE

En mettant l'accent sur le secteur agricole, l'objectif était d'identifier les risques liés à la dépendance aux intrants et matières premières tout en évaluant le potentiel de la région pour y apporter des solutions. Une coopération régionale renforcée est essentielle pour améliorer la logistique et garantir la sécurité/souveraineté alimentaire. Une transition agroécologique est impérative pour renforcer la souveraineté alimentaire et promouvoir une agriculture durable. Cela nécessite une refonte des systèmes agricoles, incluant planification, formation, stockage, transformation et financement, afin de mettre en place des chaînes de production intégrées.

Les échanges de la table ronde, guidés par les questions du modérateur aux panélistes, ont porté sur :

- Le contexte agricole régional en matière d'importation des intrants et des produits agricoles ;
- Les défis d'approvisionnement et les opportunités de développement ;
- Les moyens d'encourager une production agricole durable et des échanges commerciaux régionaux ;
- L'identification de produits régionaux permettant de réduire les coûts d'importation ;
- Les collaborations et partenariats pour renforcer l'agriculture durable et l'emploi dans la région.

SYNTHÈSE

La session a mis en avant le riche potentiel économique et environnemental de la région pour structurer des chaînes de valeur locales. Les discussions ont souligné l'importance de la production agricole locale pour limiter la dépendance aux intrants importés et maximiser les opportunités commerciales régionales.

À titre d'exemples :

• **Production d'engrais à Madagascar :**

Des projets utilisant des digestats de larves de mouche soldat noire, nourries aux déchets végétaux, ont été développés pour améliorer la qualité des sols et pourraient être exportés vers les autres îles.

• **Sourcing régional pour l'alimentation animale :**

Un projet en cours de réalisation qui vise à nourrir des élevages avicoles à Mayotte en matières premières agricoles issues de Madagascar.

• **Transport maritime régional :**

La Kenya National Chamber of Commerce and Industry (KNCCI) souhaite développer de nouvelles lignes de transport maritime (par cabotage) de marchandises entre le port de Mombasa et le port de Mayotte afin de faciliter les échanges commerciaux et de denrées alimentaires entre le Kenya et les îles du sud-ouest de l'océan Indien.

JOUR 1

3 TABLES RONDES

2. La dépendance de nos îles aux intrants et matières premières régionales

SUITE

PRÉSENTATION PAR

Bruno Dubarry
Président & Team Leader
Terres d'Agroécologie

ZOOM SUR MAURICE

En 2022, l'île Maurice a importé pour 1,3 milliards USD de denrées alimentaires, représentant environ 20 % de la facture totale des importations du pays. Les produits figurant parmi le top 5 : Fruits de mer et produits transformés ; Céréales et préparations ; Produits laitiers et à base d'œuf ; Boissons et tabac ; Fruits et légumes.

Le secteur agricole mauricien représente 4,1 % du PIB (590 millions USD) et emploie 10 % de la population active (56 000 personnes). Il repose à 55 % sur la production non sucrière, dont 29 % de maraîchage et 26 % d'élevage, tandis que le sucre de canne contribue à 11 %. Les produits de la mer comptent pour 15 %, et les cultures telles que le thé, les vergers, la floriculture et la sylviculture pour 19 %.

L'agriculture locale fait face à des défis importants : le changement climatique, la pénurie d'eau pour l'irrigation, et des infrastructures agricoles insuffisantes. La disponibilité des terres adaptées reste limitée, et des normes strictes compliquent la situation. Le vieillissement des agriculteurs et la pénurie de main-d'œuvre sont des obstacles majeurs, tout comme l'accès limité aux informations de marché, la sécurité des exploitations, et un financement difficile à obtenir. La productivité agricole souffre d'un manque d'adoption des bonnes pratiques, d'un accès réduit aux machines, et des restrictions sur les intrants nécessaires à une production durable.

JOUR 1

3 TABLES RONDES

3. Dynamiser le commerce entre l'Union européenne et l'océan Indien

CHEFFE DE FILE
SALIMAH JAULIM

Chargée de mission Partenariats
et Mobilisation des ressources,
Cap Business Océan Indien

INTERVENANTE
ALEXIA SCHMILIVER

Premier secrétaire délégation
de l'Union européenne auprès
de la République de Maurice
et de la République des Seychelles,
cheffe section Commerciale Régionale
(Comores, Madagascar, Maurice,
Seychelles, Zimbabwe)

CONTEXTE

L'Union européenne (UE) reste le premier partenaire commercial de l'océan Indien, devançant les Emirats arabes unis, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni ou les États-Unis. L'Union européenne est non seulement le plus grand marché d'exportation de l'océan Indien mais aussi le plus grand fournisseur de produits. Une session pour explorer les opportunités et défis afin de dynamiser ces échanges.

En 2023, l'UE représentait 30,2 % du commerce total de l'OI, soit 5,22 milliards d'euros avec une hausse de +18 % par rapport à 2022 (4,42 milliards d'euros).

SYNTHÈSE

L'UE, plus grand marché d'exportation de l'océan Indien :

En 2023, 32,1 % des exportations de la région océan Indien étaient destinées à l'UE. À titre d'exemples :

Les Comores : Produits du règne végétal (34,4 %) ; Matériel de transport (32,2 %) ; Produits des industries chimiques ou des industries connexes (27,2 %).

Maurice : Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques frais, réfrigérés ou congelés (25,4 %) ; Sucre et sucreries (18,4 %) ; Matières textiles et ouvrages en ces matières (13 %).

Les Seychelles : Thon en conserve (92,6 %).

Madagascar : Produits alimentaires et animaux vivants (40,9 %) ; Articles manufactures : (34,8 %) ; Habillement (17,2 %) ; Vanille (14,4 %).

La Réunion : Sucre (63 %).

L'UE, plus grand fournisseur de produits de l'OI :

En 2023, 29,3 % des importations de la région océan Indien provenaient de l'UE

ZOOM SUR L'APE

Les Accords de Partenariat Économique (APE) avec l'Union européenne sont des accords commerciaux visant à faciliter les échanges entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), tout en soutenant leur développement économique. Dans la région de l'océan Indien, ces accords concernent principalement Madagascar, Maurice et les Seychelles (depuis 2012) ainsi que les Comores (depuis 2019), qui ont signé un APE intérimaire avec l'UE, favorisant ainsi leur compétitivité et leur intégration dans le commerce mondial.

[Accéder aux réussites commerciales actuelles et futures de l'APE de l'AfOA.](#)

JOUR 1

2 ATELIERS DE TRAVAIL

1. Les touristes consommateurs de produits de nos îles

CHEFFE DE FILE

SAMINA MAHAMOUDOU

Directrice adjointe
de l'office du Tourisme du Centre-Ouest
à Mayotte

INTERVENANTS

LOVA RATOVMALALA

Directeur exécutif Confédération du Tourisme
de Madagascar

BEN KARROO

Directeur Général de l'hôtel Retaj
aux Comores

CARINE MEDAR

Directrice de l'Office de tourisme
de la CADEMA à Mayotte

SAFFARIDE AYOUBA

Directrice de l'Office du Tourisme Sud
à Mayotte

HASSANATI ANLI

CEO Koko Expérience Mayotte

CONTEXTE

Le potentiel du tourisme pour la production régionale est immense. Nos îles, étant des destinations de choix pour le tourisme international et local, peuvent tirer parti de cette dynamique. Un atelier de travail s'est concentré sur l'étude des habitudes de consommation des touristes, afin d'identifier des opportunités de collaboration et valoriser les produits régionaux dans l'offre touristique. Les acteurs économiques jouent un rôle clé dans la commercialisation des produits locaux en les intégrant directement dans leurs services, mais aussi le secteur public dans les stratégies de développement du secteur touristique, notamment avec un accent sur le tourisme durable, intégrant l'environnement, les communautés locales et le patrimoine culturel.

SYNTHÈSE

Chaque territoire, ses spécificités :

• Madagascar

Aventuriers, écotouristes et amateurs de biodiversité recherchant des expériences authentiques axées sur la nature et la culture locale. Consommation marquée de produits locaux via des circuits écotouristiques.

• Seychelles

Clientèle haut de gamme (lune de miel, plongeurs, écotouristes), attirée par le luxe mais aussi par les produits locaux comme la gastronomie proposée dans les hôtels et marchés.

• Maurice

Tourisme diversifié (familles, couples, voyageurs d'affaires, digital nomads). Forte croissance du tourisme culturel, écologique et gastronomique (circuits autour du rhum, du sucre, de l'artisanat).

• Mayotte

Principalement tourisme d'affaires et affinitaire. Tourisme bleu dominant grâce à son lagon d'exception. Développement de l'agritourisme et d'initiatives éco-responsables axées sur le patrimoine et l'artisanat local.

Vers une marque « Océan Indien » :

Créer une marque pour valoriser les produits et services locaux à l'international. Distincte de l'initiative des « Îles Vanille », cette nouvelle marque viserait à renforcer la visibilité des produits régionaux comme symboles de qualité et d'authenticité, tout en soutenant un tourisme durable et équitable. Toutefois, les disparités entre territoires, posent un défi : trouver un juste équilibre bénéfique pour tous afin de donner vie à cette marque identitaire.

JOUR 1

2 ATELIERS DE TRAVAIL

1. Les touristes consommateurs de produits de nos îles

SUITE

Chaque île peut apprendre des autres :

Mutualisation des ressources pour promouvoir les produits locaux à l'international, coopération dans le développement de circuits touristiques multi-destinations mettant en avant les produits locaux, partenariat avec des organisations internationales et ONG pour soutenir la formation.

Pistes de collaboration et partenariats :

1. Partenariats public-privé (PPP)

Objectif : Encourager les entreprises du secteur touristique (hôtels, restaurants, agences de voyage) à intégrer les produits régionaux.

Actions : Incitations fiscales et subventions pour l'utilisation et la promotion des produits locaux.

2. Partenariats avec les producteurs et artisans locaux

Objectif : Renforcer l'approvisionnement en produits locaux pour le secteur touristique.

Actions : Création de coopératives, organisation de marchés locaux dans les hôtels et sites touristiques.

3. Collaboration régionale pour la promotion

Objectif : Développer un réseau régional de partage d'informations et de bonnes pratiques.

Actions : Mise en place d'un observatoire régional et campagnes promotionnelles communes ciblant les touristes internationaux.

4. Formation et certification des produits locaux

Objectif : Améliorer les compétences des acteurs du tourisme et valoriser les produits régionaux.

Actions : Programmes de formation avec des écoles de tourisme et création d'une certification de qualité pour les produits artisanaux et agricoles.

JOUR 1

2 ATELIERS DE TRAVAIL

2. L'emballage durable et le stockage des produits sous les tropiques

CHEF DE FILE
VINCENT HORNSPERGER

Chargé de mission
Stratégies bas carbone
et Économie circulaire,
Cap Business Océan Indien

INTERVENANTS
HANNAH DOMINIQUE

Co-fondatrice et Gérante, Habit'Ame

PR. HAREE RAMASAWMY
Université de Maurice -
Pole of Research on Natural Fibers
and Bio-Composites

CONTEXTE

Cet atelier de travail avait pour objectif de présenter des initiatives régionales pour lutter contre la pollution plastique et explorer les opportunités offertes par les matériaux renouvelables et biosourcés, tout en abordant les défis liés à l'emballage et au stockage des produits dans un climat tropical. La quantité de plastique produite dans le monde a augmenté chaque année de manière alarmante, passant de 2 millions de tonnes en 1950 à 430 millions de tonnes en 2023. Deux tiers correspondent à des produits à courte durée de vie qui deviennent rapidement des déchets, se déversent dans l'océan et dont 12 % se retrouvent dans la chaîne alimentaire humaine sous forme de microplastiques.

SYNTHÈSE

Bioplastiques : enjeux et opportunités

La recherche et développement (R&D) développe des substituts aux plastiques fossiles à partir de matériaux renouvelables et biosourcés, appelés bioplastiques.

Deux catégories principales :

- **Plastiques biosourcés :**

Composés partiellement ou entièrement de ressources naturelles (canne à sucre, amidon de maïs, etc.), ils réduisent la dépendance au pétrole mais ne sont pas forcément biodégradables.

- **Plastiques biodégradables :**

Se décomposent sous certaines conditions, y compris ceux d'origine fossile.

Le marché des bioplastiques est en forte expansion, avec une production mondiale prévue à 6,3 Mt en 2027 (contre 2,2 Mt en 2022). Ce développement représente des opportunités économiques et environnementales.

Engagements et actions nécessaires pour promouvoir la production de matériaux renouvelables et biosourcés à l'échelle régionale :

A. Des initiatives régionales

Des solutions en amont et en aval de la filière ont été partagées avec les participants. Par exemple :

- Une analyse des matières premières locales pour la fabrication de packagings biodégradables et du processus de transformation. L'évaluation des coûts inclut : types de déchets agricoles, sources d'approvisionnement, transport, traitement des fibres, consommation d'eau, fabrication des moules, cadence de production, durée quotidienne d'exploitation, recours aux énergies renouvelables, conception et fabrication locale des équipements, ainsi que leur entretien et maintenance.

JOUR 1

2 ATELIERS

DE TRAVAIL

2. L'emballage durable et le stockage des produits sous les tropiques

SUITE

- Présentation d'**Habit'Âme**, une réponse locale et durable aux défis du BTP à Mayotte, de revalorisation des déchets plastiques en matériaux de construction, incluant la formation à ces métiers d'avenir. Cette entreprise mahoraise de l'ESS répond aux enjeux de pénurie de matériaux, de gestion des déchets plastiques (1 500 T/an enfouis) et d'exclusion sociale (>9 000 enfants non scolarisés, chômage >30 %). Le projet inclut également des actions de sensibilisation en milieu scolaire et professionnel.

B. Pollution plastique et alternatives locales à Maurice

Proposition d'une solution en économie circulaire utilisant la biomasse locale pour produire des emballages verts et fonctionnels, et réduire les importations de produits d'emballage plastique.

Maurice génère environ 116 000 tonnes de déchets plastiques par an, dont 97,5 % sont envoyés en décharge, avec seulement 3 000 tonnes recyclées. Le potentiel de transformation des biomasses locales riches en fibres cellulosiques est considérable. À Maurice, un hôtel peut générer 24 tonnes de déchets de feuilles de cocotier par semaine, tandis que 500 hectares de bananeraies produisent jusqu'à 800 kg de fibres par hectare. Des matières comme le tronc de bananier, le bambou, la feuille d'ananas, la coque de noix de coco et la tige de maïs peuvent être valorisées pour créer des produits biodégradables. L'Université de Maurice développe déjà une ligne de production de tapis non tissé à partir de fibres d'ananas, de banane et de laine.

Les initiatives et solutions ont vu une forte adhésion des participants, ouvrant la voie à un projet régional autour de la valorisation de la biomasse pour le développement de nouveaux packagings.

JOUR 2

La route vers des produits à forte valeur ajoutée

4 TABLES RONDES

1. Améliorer la desserte aérienne de nos îles

CHEF DE FILE

CHRISTOPHE RITTER

Dirigeant fondateur
société Milanamos

INTERVENANTS

HUGUES MARCHESSAUX

PDG Air Austral

ALAN RENAUD

Fondateur Kaylisse Consulting Group,
anciennement ministre (principal Secretary)
Transports des Seychelles,
directeur général Air Seychelles

MAWAHIBOUDINE MATROUKOU

Président cluster aéronautique de Mayotte

JONATHAN LACOMBE

Directeur aéroport de Mayotte

MERCREDI 6 NOVEMBRE

La transition écologique et le développement de produits à forte valeur ajoutée ont été au cœur de la deuxième journée. Les échanges ont permis d'explorer des stratégies pour intégrer des pratiques durables tout en renforçant la compétitivité des produits régionaux. L'importance de la connectivité pour optimiser la production régionale a aussi occupé les discussions.

CONTEXTE

La connectivité aérienne entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien est le levier clé du développement économique, touristique et commercial de la région. Pourtant, son expansion reste entravée par plusieurs défis. L'enjeu majeur est d'optimiser la desserte afin de dynamiser la production régionale tout en relevant les contraintes spécifiques au transport insulaire.

SYNTHÈSE

Malgré les efforts déployés, les liaisons aériennes entre les îles de l'océan Indien restent insuffisantes.

Parmi les principaux obstacles figurent :

- Coût élevé des billets en raison des coûts d'exploitation élevés.
- Manque d'attractivité et de rentabilité des lignes, nécessitant une concentration sur les routes les plus demandées.
- Taxation élevée, avec des taxes sur les billets et des redevances aéroportuaires limitant l'expansion du réseau régional.
- Infrastructures aéroportuaires inégales entre les différents territoires, freinant l'accessibilité.
- Absence de coordination régionale et manque de vols directs, obligeant souvent les passagers à transiter par des hubs pour de courtes distances entre nos îles.
- Formalités administratives complexes, notamment les exigences de visa, ralentissant la mobilité inter-îles.

Face à ces défis, améliorer la connectivité inter-îles reste indispensable pour stimuler l'économie régionale et renforcer l'attractivité touristique. Une coopération accrue entre les territoires permettrait de créer des synergies, d'optimiser les ressources et de favoriser une mobilité plus fluide et efficace.

JOUR 2

4 TABLES RONDES

2. Routes maritimes : ossature du commerce et de la production régionale

CHEF DE FILE

Colonel ANDRÉ CISEAU
Secrétaire générale PAMESA
(Ports Management Association of Eastern
and Southern Africa)

INTERVENANTS

ALAN RENAUD
Fondateur Kaylisse Consulting Group,
anciennement ministre (principal Secretary)
des Transports de la République des
Seychelles, Directeur Général
de Air Seychelles

MOUNIROU AHMED
Directeur du développement économique et
de l'innovation du Conseil départemental
de Mayotte

KEITH ANDRÉ
Président de la Fédération
des pêcheurs artisans de l'océan Indien

HENRI DUPUIS
Membre du Directoire, directeur Exploitation
Commerce, Grand Port, La Réunion
(En ligne)

CONTEXTE

La connectivité maritime est essentielle au développement économique des îles insulaires du sud-ouest de l'océan Indien. Cependant, plusieurs défis comme des volumes limités d'échanges entre les îles, les coûts élevés du transport, les différences réglementaires et la domination des grandes compagnies maritimes qui dictent souvent les conditions de desserte, freinent le transport maritime inter-îles. Pourtant, une liaison maritime améliorée peut ouvrir la voie à des opportunités significatives pour stimuler le commerce régional, développer de nouveaux marchés, créer des emplois et renforcer la résilience économique de la région.

SYNTHÈSE

Cette table ronde a réuni différents acteurs du secteur maritime pour discuter des moyens menant vers une meilleure connectivité maritime, en identifiant d'abord les obstacles, puis en proposant des solutions potentielles. La coopération avec les grandes compagnies maritimes, l'identification des priorités et potentiels projets pilotes ainsi que le rôle des Chambres de Commerce et d'Industrie ont été abordés.

En introduction, l'importance de la coopération régionale, y compris avec les pays continentaux d'Afrique de l'Est, notamment le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie a été abordée. L'objectif étant de bâtir un programme structurant entre les îles de la région, axé sur le renforcement de compétences, l'autonomisation des femmes, l'échange de bonnes pratiques et la montée en gamme des infrastructures respectueuses de l'environnement, notamment des *green ports* financés par la finance verte.

Le besoin urgent d'améliorer la connectivité maritime, le seul mode de transport pour 98 % des importations à Mayotte, a aussi été mis en avant. La crise Covid a mis en lumière la fragilité logistique de l'île principalement dépendante de La Réunion et la métropole, qui a commencé à se reconnecter à Madagascar, Maurice et les Seychelles. L'objectif : des échanges réguliers, traçables, à coûts maîtrisés. Mais cela nécessite un travail sur les normes et certifications, les délais d'acheminements, une assurance régionale et une logistique adaptée au niveau régional. Le défi de la main-d'œuvre qualifiée a aussi été abordé. Des projets portuaires, souvent via un partenariat public-privé (PPP) comme aux Seychelles, exigent des compétences locales prêtes à suivre le rythme.

Les solutions potentielles pour booster le volume d'échanges sont de contempler les opportunités d'intensification des échanges avec le continent africain, s'assurer que les navires ne repartent pas vides et réfléchir aux modalités de renforcement des capacités et de coopération entre les acteurs du secteur maritime régional. Face aux défis réglementaires et douaniers, il est question d'harmonisation des règles phytosanitaires et de facilités commerciales pour stimuler le commerce inter-îles.

JOUR 2

4 TABLES RONDES

3. Saisir les opportunités qu'offre une transition écologique pour le développement de produits à forte valeur ajoutée

CHEFFE DE FILE

FANNY HAFF

Chargée de mission Biodiversité
Cap Business Océan Indien)

INTERVENANTS

DR BAOMIAVOTSE VAHINALA RAHARINIRINA

Ancienne ministre de l'Environnement
de Madagascar, maître de conférences
Université de Fianarantsoa

MARIE-JOSE PAYET

Directrice adjointe de l'Agence Régionale
de la Biodiversité de La Réunion
et Fondatrice Utopio

KARIMOU ABDOULWAHABI

Directeur journal Al-Watwan,
ancien directeur d'exploitation Vaniacom

JONATHAN GHEYSSSENS

Chargé de programme PNUE
(Programme des Nations Unies
pour l'Environnement)

CONTEXTE

Les îles du sud-ouest de l'océan Indien, reconnues comme l'un des 35 points chauds de la biodiversité mondiale, abritent des écosystèmes marins et terrestres uniques avec un fort endémisme. Cette biodiversité soutient des secteurs clés tels que le tourisme, la pêche et l'agriculture, tout en offrant des opportunités de développement durable. Cependant, la région fait face à des défis environnementaux et sociaux majeurs, notamment la perte croissante de biodiversité. L'intégration des enjeux écologiques dans les stratégies des entreprises devient essentielle, non seulement pour renforcer la résilience face aux risques mais aussi pour exploiter des opportunités économiques et concurrentielles, répondant ainsi à des consommateurs plus soucieux de l'impact environnemental.

SYNTHÈSE

L'atelier, par le biais d'un panel d'experts et de représentants d'entreprises modèles, a exploré les opportunités qu'offre une transition écologique. Synthèse :

1. Compréhension des enjeux

Présentation des défis liés à la protection de la biodiversité et du capital naturel.

2. Études de cas

Exemples d'entreprises intégrant la biodiversité dans leur stratégie.

3. Réflexion stratégique

Discussion sur les opportunités économiques et les modèles d'affaires durables.

4. Interactivité avec l'audience

Brainstorming et sondage interactif disponible en ligne par QR code a également été mis en place afin de faire participer et réfléchir l'audience aux débats et notions abordées, sur la perception de la biodiversité et les opportunités économiques.

5. Retour d'expériences

Témoignages d'entreprises engagées dans la transition écologique.

6. Valorisation du capital naturel

Échanges sur les bénéfices économiques (financements, certifications, résilience, image de marque).

7. Engagement et accompagnement

Identification des leviers pour renforcer la transition écologique des entreprises.

Cette table ronde a permis de renforcer les connaissances et l'intérêt de l'audience et autres spectateurs autour des notions et enjeux de biodiversité, capital naturel, transition écologique, mais également les opportunités économiques et intérêts qui en découlent pour les entreprises.

JOUR 2
4 TABLES RONDES
3. Saisir les opportunités qu'offre une transition écologique pour le développement de produits à forte valeur ajoutée

SUITE

Quatre axes de réflexion abordés autour de la principale opportunité économique :

- 1.** Résilience et diversification économique (38 % de l'audience)
- 2.** Éligibilité aux financements (25 % de l'audience)
- 3.** Certification (21 % de l'audience)
- 4.** Perception publique et sociétale (17 % de l'audience)

Des témoignages d'entreprises comme Vaniacom aux Comores et Utopio à La Réunion, déjà engagées dans cette transition écologique, ont illustré les effets positifs de l'intégration des enjeux liés à la biodiversité. Ces initiatives ont montré des bénéfices non seulement pour l'environnement et la préservation du vivant, mais également pour les activités économiques des entreprises.

Cette dynamique gagnant-gagnant commence à s'imposer dans les stratégies de développement du secteur privé, qui prend progressivement conscience de sa dépendance et de son impact sur la biodiversité. Une prise de conscience particulièrement cruciale dans la région de l'océan Indien, riche d'une biodiversité aussi précieuse que vulnérable.

JOUR 2

4 TABLES RONDES

4. Appel à projets VARUNA

Biodiversité/Entreprises

CHEFFE DE FILE

NTSOA MANDIMBIHAJA

Responsable du Fonds Business Biodiversité
océan Indien Programme Varuna | Expertise
France

INTERVENANTS

JULIEN BOEDTS

Société Floribis

VINCENT GARRUCHET

Bôndy International

ANTHONY BRACKE

Association Vahatra Analalava,

FANNY HAFF

Chargée de mission Biodiversité
Cap Business Océan Indien

Romain CHABROL

Directeur adjoint de l'Agence Française
de Développement à Mayotte (AFD)

CONTEXTE

Les services écosystémiques sont indispensables à nos sociétés et à nos économies. Leur durabilité est essentielle pour des secteurs clés tels que le tourisme, l'agriculture et la pêche, ainsi que pour le bien-être des populations. Il est impératif pour l'ensemble du secteur privé régional de s'impliquer activement dans la préservation de notre patrimoine naturel en intégrant ces enjeux dans leur stratégie et modèle de développement. Cette table ronde dédiée au programme Varuna a permis de mettre en avant des initiatives inspirantes visant à freiner l'érosion de la biodiversité dans le sud-ouest de l'océan Indien, hotspot d'importance mondiale soumis à de nombreuses pressions.

Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) pour un montant total de 10 millions d'euros, le programme régional Varuna est mis en œuvre par Expertise France et ses partenaires depuis janvier 2022. Il couvre 5 territoires du sud-ouest de l'océan Indien avec un objectif commun qui est de mettre la préservation de la biodiversité au cœur de nos décisions. Le programme se décline en 8 projets portés par plus de 17 partenaires actifs de la zone, avec 3 composantes allant de la structuration de réseaux locaux, en passant par l'accompagnement du secteur privé, pour finir par le dialogue sciences et société.

SYNTHÈSE

Parmi les initiatives du programme Varuna, dix projets exemplaires soutenus par le Fonds Business biodiversité océan Indien (FBBOI), et portés par des entreprises privées en collaboration avec des organisations civiles, ont démontré comment concilier croissance économique et préservation de l'environnement. Cette session a également permis de renforcer le dialogue entre entreprises, financeurs et associations, un levier essentiel pour intégrer durablement la biodiversité dans les stratégies économiques.

Le Fonds Business Biodiversité Océan Indien (FBBOI)

Vision du Fonds : soutenir financièrement des initiatives pour la prise en compte des enjeux biodiversité dans le secteur privé et leur intégration dans le pilotage des entreprises.

- 2,5 M€ sur 24 mois pour financer des projets jusqu'à 90 % du montant total du projet
- 10 projets de thématiques variées (vertes, bleues) portés par des entreprises :
 - 6 à Madagascar
 - 3 à Maurice
 - 1 multi-territoires piloté à partir de Maurice

Le FBBOI se veut un démonstrateur et accélérateur de l'engagement des entreprises en faveur de la biodiversité.

JOUR 2
4 TABLES RONDES
4. Appel à projets
VARUNA
Biodiversité/Entreprises

SUITE

Six projets à Madagascar

1. Restauration d'une zone dégradée avec des espèces indigènes et à fort potentiel économique dans la baie de Mahajamba de l'Aquaculture de la Mahajamba (Aqualma) en partenariat avec WWF Madagascar.
2. Projet « Hazo Zanatany » : Création d'une banque de semences d'espèces forestières Autochtones à Madagascar de Bôndy International en partenariat avec l'Association Vahatra associé à Opti'Pousse Haie.
3. Conservation et restauration de la forêt du massif forestier d'Analalava et diversification durable des sources de revenus des communautés locales par le développement de l'agroforesterie en périphérie forestière de Floribis en partenariat avec l'Association Nosy Maitso, Graine de Vie et Mauritian Wildlife Foundation (MWF).
4. Projet « Fiharilova » : Création de revenu durable de LFL Madagascar en partenariat avec Fikambanana Bongolava Maitso (FBM) et l'ONG Miarintsoa.
5. Contribution à la restauration des coraux de l'Île aux Prunes de Réfrigépêche Toamasina en partenariat avec l'ONG Tany Ifandovana.
6. Projet « Crab'OSEC - Boeny » de Sogediproma en partenariat avec le Centre National de Recherche Océanographique (CNRO), l'Institut Halieutique et des Sciences Marines (IHSM) et le Réseau National des femmes de la Pêche de Madagascar (RENAFEP).

Trois projets à Maurice + un projet multi-pays

1. Restauration des écosystèmes à carbone bleue de l'Océanarium Odysseo en partenariat avec l'Association pour le Développement Durable (ADD), la Fondation Solidarité Eclasia et Green Attitude Foundation.
2. Projet « EcoHaven » : Restauration de la biodiversité à Moka de ENL Agri en partenariat avec la Mauritian Wildlife Foundation (MWF).
3. Soutenir la vie sous terre : mettre à profit la culture du carbone pour protéger la biodiversité des sols à Maurice du Regional Training Center (RTC) en partenariat avec Mauritius Chamber of Agriculture (MCA).
4. Intégration écosystémique de la biodiversité dans la stratégie de développement du groupe Rogers par une démarche apprenante, innovante, participative et collaborative en partenariat avec Mauritius Chamber of Agriculture (MCA) et Reef Conservation.

JOUR 2

3 ATELIERS

DE TRAVAIL

1. Production artisanale : la recherche de partenariats pour le passage à l'échelle industrielle respectueuse de l'environnement

CHEFFE DE FILE

FANNY HAFF

Chargée de mission Biodiversité
Cap Business Océan Indien

INTERVENANTS

LANTONIAINA MALALA RAKOTOARIVELO

Entrepreneure fondatrice Art Lanto Design

ASMAN HOUDJATI

Présidente cluster Artisanat de la CCI Mayotte,
fondatrice Terre de Senteurs et Saveurs

LOVA RATOVOMALALA

Directeur exécutif confédération du Tourisme de
Madagascar

CONTEXTE

L'atelier visait à promouvoir un artisanat durable en conciliant développement économique et préservation des ressources naturelles. Ses objectifs :

1. Présenter les filières artisanales régionales dépendantes des ressources naturelles.
2. Identifier les défis majeurs auxquels font face les entrepreneurs de ces filières.
3. Encourager la mise en place de collaborations et partenariats pour surmonter ces défis.
4. Définir des priorités et actions concrètes pour assurer un développement de l'artisanat régional respectueux de l'environnement.

SYNTHÈSE

Les participants et intervenants ont pu échanger leurs idées et expériences autour de ces thématiques, en remontant notamment les difficultés qu'ont les entrepreneurs et artisans de la région à se développer et exercer leurs activités de manière pérenne, même au-delà de l'aspect de gestion et pression sur les ressources naturelles.

1. État des lieux

Filières artisanales représentées :

- Fibres végétales (ex : jonc de mer)
- Épices
- Bois
- Agroalimentaire

Enjeux liés à la biodiversité et aux ressources naturelles :

- Destruction des habitats (ex : déforestation)
- Surexploitation des ressources
- Usage de pesticides et produits chimiques
- Mauvaise gestion des déchets
- Impact du changement climatique (ex : fortes pluies, cyclones, sécheresse, maladie)

Autres difficultés rencontrées :

- Perte du savoir-faire
- Conformité aux réglementations locales
- Concurrence industrielle
- Difficultés d'approvisionnement
- Accès aux financements/subventions
- Disponibilité du matériel et du packaging

JOUR 2
3 ATELIERS
DE TRAVAIL

**1. Production artisanale :
la recherche de
partenariats pour le
passage à l'échelle
industrielle respectueuse
de l'environnement**

SUITE

2. Bonnes pratiques et collaborations

- Sensibilisation à l'artisanat (via opérateurs touristiques)
- Culture in-vitro (ex : vanille)
- Marketing des produits artisanaux
- Échanges entre incubateurs et entrepreneurs
- Mise en place d'un cluster/réseau régional (formation, approvisionnement)
- Labélisation régionale
- Plaidoyer pour faciliter les échanges et l'exportation
- Gestion et revalorisation des déchets
- Circuits touristiques intégrant l'artisanat (ex : vente de produits, visite d'ateliers)
- Organisation annuelle d'un salon régional de l'artisanat sur un territoire différent
- Formations aux langues et techniques artisanales
- Solutions de packaging artisanal
- Formation et appui sur la gestion de la biodiversité (via ONG)

JOUR 2

3 ATELIERS DE TRAVAIL

2. Investir dans le capital humain pour une montée en gamme durable

CHEFS DE FILE

DAYANE MOHAMED

SINDA RAMADANI TOTO ET DIDIER DANIEL

de la Chambre de commerce et d'industrie
de Mayotte

INTERVENANTS

IOUANA PILLAY

Secrétaire générale CCI des Seychelles

HAMIDHOU MHOMA

Président ACTIC Academy

AZIM AKBARALY

Consultant Développement Professionnel APEC
Réunion & Mayotte

CONTEXTE

Une montée en gamme nécessite de nouvelles compétences. Il s'agissait, ici, d'analyser les besoins de formation pour améliorer les compétences des acteurs de la production régionale, promouvoir les programmes de formation axés sur les pratiques durables.

SYNTHÈSE

Les participants étaient divisés en 3 groupes thématiques, chacun guidé par un modérateur dont le rôle était de guider les échanges au sein du groupe et de veiller à ce que les discussions restent focalisées sur la problématique posée. Chaque groupe devait répondre à une problématique spécifique en proposant des actions concrètes, qui seront soumises sous forme de fiche action détaillée. Un rapporteur désigné par groupe devait présenter les résultats en plénière, avec les fiches actions élaborées.

Répartition des groupes par thématique

A) Acteurs de l'insertion :

Comment adapter l'offre de formation aux besoins du marché local ?

B) Entreprises et collectivités :

Comment valoriser et investir dans le capital humain afin d'accroître la productivité et renforcer la compétitivité des entreprises ?

C) Acteurs du développement durable et de la transition écologique :

Comment placer l'humain au centre du développement durable et économique de l'entreprise ?

JOUR 2

3 ATELIERS DE TRAVAIL

3. La pêche durable dans notre région

CHEF DE FILE

KEITH ANDRÉ

Président Fédération
des pêcheurs artisans de l'océan Indien

INTERVENANTS

KEITH ANDRÉ

Président Fédération des pêcheurs
artisans de l'océan Indien

BACOCO LAHADJ

Représentant cluster maritime de Mayotte,

SAITU SAID-HALIDI

Directeur de l'Agriculture,
de la Pêche et de la Forêt
Conseil départemental de Mayotte

CONTEXTE

Face à la diminution des ressources halieutiques dans l'océan Indien, cet atelier a dressé un état des lieux de la filière à Mayotte et identifié des leviers pour allier développement économique et préservation des écosystèmes marins. Les axes prioritaires incluent le renforcement de l'autonomie locale, la promotion d'une pêche durable, la formation et l'insertion des jeunes, la modernisation des infrastructures, ainsi que la structuration d'une stratégie à l'échelle locale et régionale.

SYNTHÈSE

État des lieux à Mayotte, l'île au lagon

Les ressources naturelles sont présentes, mais il est crucial d'apprendre à les gérer de manière durable pour répondre aux besoins d'une population croissante. Il est essentiel de structurer la filière, de moderniser les infrastructures et d'intégrer des pratiques responsables pour valoriser cette filière. La formation joue également un rôle clé pour développer les compétences locales et contribuer à une approche de production régionale.

Mayotte, département français situé dans l'océan Indien entre Madagascar et le Mozambique, couvre une superficie de 375 km² et dispose d'une zone économique exclusive de 68 000 km². Elle possède le plus grand lagon de l'océan Indien, un récif corallien de 160 km de long et un lagon de 1 100 km². La biodiversité y est exceptionnelle avec plus de 1 350 espèces végétales, dont une cinquantaine endémique. La population, en forte croissance, est estimée à 310 000 habitants, d'où l'objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

La pêche et l'aquaculture à Mayotte

La pêche à Mayotte repose principalement sur une flotte de petits bateaux : 142 navires professionnels, dont 82 sous immatriculations provisoires, et 3 navires modernes de taille moyenne de type palangrier. La plaisance est également représentée par 1 445 barques et pirogues. Environ 19 pêcheurs professionnels sont recensés, avec 1 241 tonnes de poissons capturées, dont 600 tonnes par les thoniers senneurs (non débarquées à Mayotte). La filière aquacole, en difficulté, a connu une chute importante depuis 2016, après la liquidation d'Aquamay. La production de poisson d'élevage, qui avait atteint un pic de 250 tonnes en 2002, est désormais inexistante. En revanche, la filière perlière reste active avec un seul acteur, tandis que la filière algue est en développement.

Mayotte fait face à des défis structurels dans le secteur de la pêche : une pénurie de formation, un vieillissement de la profession, des obstacles au financement du renouvellement des embarcations, et l'absence d'un comité de pêche structuré compromettent la relève et la pérennité de l'activité.

JOUR 2
3 ATELIERS
DE TRAVAIL
3. La pêche durable
dans notre région

SUITE

Structuration de la filière pêche à Mayotte : les dynamiques en cours

- Création d'un **Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Élevages Marins** (conformément au droit français)
- Création d'une **Coopérative Maritime Multiservices** prenant en charge l'avitaillement, la gestion des collectes des données halieutiques, Conseils en gestion pour les marins pêcheurs (appel à projets ...)
- Création des **structures gestionnaires des points de débarquement** (Gestion de point d'avitaillement, de la halle à marée, la surveillance ...)
- Modernisation des points de débarquement à Mayotte (2 ports structurants et 6 pontons)
- Renouvellement de la flotte de pêche et acquisition des moteurs de pêche moins polluant
- **Formations maritimes dédiées à la pêche** (formation CACPP : certificat d'aptitude au commandement à la petite pêche ; création d'un centre de formation de la mer ; projet de création d'un lycée de la mer)

Coopération inter-îles et contraintes régionales

Pour intégrer pleinement la pêche dans le commerce régional, il devient impératif de former les pêcheurs, moderniser leur équipement, et structurer la filière pour répondre aux besoins locaux. Il ne s'agit plus seulement de sécurité alimentaire, mais de souveraineté alimentaire, de fierté collective : pouvoir consommer du poisson ou halieutiques locaux – mahorais, seychellois, malgaches – en toute traçabilité et à des prix abordables. Cette dynamique émerge comme un enjeu central pour les territoires de l'océan Indien et doit être renforcée sur chaque territoire.

Les îles de l'océan Indien présentent des initiatives inspirantes en matière de pêche durable, malgré leurs défis communs. Chaque territoire apporte ses bonnes pratiques : les Seychelles pour les techniques durables, Maurice pour la valorisation des produits de la mer, ou encore Rodrigues pour la co-gestion des ressources. Le partage des savoir-faire vise à adapter ces expériences aux contextes locaux, une démarche parfois freinée par la diversité des cadres réglementaires. L'adaptation aux nouvelles exigences de formation (comme le CACPP), la mise en oeuvre de pratiques respectueuses de l'environnement, la création d'un observatoire régional des ressources halieutiques et l'accès au financement sont autant d'enjeux partagés.

JOUR 3

Pour une croissance économique plus durable et compétitive de la région

2 TABLES RONDES

1. L'autonomie énergétique et la décarbonation des systèmes énergétiques dans notre région

CHEF DE FILE

VINCENT HORNSPERGER - Chargé de mission - Stratégies bas carbone et Économie circulaire, Cap Business Océan Indien

INTERVENANTS

XAVIER DUCRET - Manager régional Akuo pour l'océan Indien ;

NEELAM RAMREKHA - Fondatrice de PV solutions ;

BENJAMIN VEGAR - Gérant Carbone ingénierie ;

ZAHARA MMADI - Ingénieure consultante d'étude projet PROCET ;

THIBAUT CAILLE - Chef d'unité Environnement industriel et énergies Direction de l'Environnement de l'Aménagement du Logement et de la Mer de Mayotte ;

ANLI NOURDINE - Chargé de mission énergie au Conseil départemental de Mayotte ;

WINNY DOGBATSE - Président du Forum régional des maires de l'initiative de la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne

JEUDI 7 NOVEMBRE

Place à l'innovation et la compétitivité régionale, avec des discussions axées sur les initiatives favorisant l'émergence de nouveaux modèles économiques adaptés au contexte local, lors de la troisième et dernière journée. Un programme prolongé par des visites d'entreprises mahoraises, avec pour but de tisser des liens et d'identifier des opportunités d'investissement. Une journée agrémentée de pitch des start-up de la région, offrant une plateforme pour valoriser les idées innovantes et des porteurs de projets.

CONTEXTE

Les rapports du GIEC alertent sur des émissions de gaz à effet de serre (GES) record, menaçant une hausse de +2°C d'ici 2050 et jusqu'à +4°C en 2100. Conformément à l'Accord de Paris, il est donc urgent de stabiliser la hausse de la température mondiale sous la barre des + 1,5 °C (par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle). Il est aussi crucial d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Le concept de la neutralité carbone planétaire ou le Net Zéro, visant un équilibre entre émissions et absorptions de CO₂, est désormais un impératif pour les États et les entreprises afin de restaurer l'équilibre climatique. Il convient d'établir une stratégie climat rigoureuse, alignée sur la science et l'Accord de Paris.

Atteindre le Net Zéro repose sur trois leviers :

1. Réduire les émissions directes et indirectes des entreprises.
2. Soutenir la réduction des émissions en adoptant des solutions bas-carbone
3. Compenser les émissions résiduelles via des puits de carbone internes ou externes.

SYNTHÈSE

L'objectif de cette table ronde était de présenter les outils de décarbonation, d'illustrer des stratégies de décarbonation et de développement des énergies renouvelables et d'identifier les besoins d'accompagnement des entreprises régionales vers le Net Zéro (réduction des émissions de GES, développement de nouveaux modèles économiques, équilibre entre maîtrise de la demande en énergie et croissance économique, collaboration et partenariats, et actions concrètes à mettre en place).

JOUR 3

2 TABLES RONDES

1. L'autonomie énergétique et la décarbonation des systèmes énergétiques dans notre région

SUITE

Cette table ronde a permis aux différents participants de présenter les solutions de décarbonation des systèmes énergétiques insulaires à travers des exemples de technologie innovante avec comme exemple :

- Un projet de micro-méthanisation à Mayotte, qui est un système complet permettant de traiter les biodéchets et les boues de STEP par méthanisation.
- Des projets agrivoltaïques (AKUO) pour créer des synergies positives entre production agricole et énergie, tout en permettant une indépendance énergétique.
- Des projets de recyclages des panneaux photovoltaïques (PV solutions) aux normes EU avec une collecte, transport et recyclage pour une économie circulaire et réduction des émissions de CO₂.

La table ronde a mis en lumière le contexte énergétique spécifique de Mayotte, en présentant son cadre réglementaire issu de la loi de 2015 sur la transition énergétique et les objectifs de sa programmation pluriannuelle de l'énergie.

Winny Dogbatse, le président du Forum régional des maires (FRM) de l'initiative de la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne (CoM SSA), qui fait partie de la plus grande coalition urbaine pour le climat, est ensuite intervenu pour rappeler l'importance des autorités locales dans la réduction de la vulnérabilité des territoires face au changement climatique.

JOUR 3

2 TABLES RONDES

2. Pitch start-up de l'océan Indien

Autre moment phare ce jour-là, la visibilité régionale à laquelle ont eu droit sept jeunes entreprises de divers domaines allant du tourisme, en passant par l'économie circulaire, l'agriculture à la technologie. Ces start-up innovantes de l'Indianocéanie, qui souhaitent accélérer leur croissance et renforcer leurs partenariats, ont pu promouvoir leur projet devant un jury regroupant des partenaires de l'Agence de Développement et d'Innovation de Mayotte et de Cap Business Océan Indien, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles opportunités de production régionale par le biais des nouvelles technologies ou des modèles commerciaux innovants.

Start-up présentées :

- **Utopio, présentée par Marie-Jose PAYET - La Réunion** - Économie circulaire
- **Kaz Naturel, présentée par Iouana PILLAY - Seychelles** - Tourisme
- **PV Solutions, présentée par Neelam RAMREKHA - Maurice** - Économie circulaire
- **Nouria Green, présentée par YOUSOUF Abdoul-Madjid - Comores** - Agriculture
- **Study Advisor, présentée par RAKOTOJAONA Dinantantely Vonona - Madagascar** - Technologie
- **Maore Tour, présentée par Nadjmou BOINA - Mayotte** - Tourisme
- **Java Production, présentée par Alfa MOUSSA - Mayotte** - Technologie

JOUR 3

2 ATELIERS

DE TRAVAIL

1. Fresque de la biodiversité

ANIMATRICE

Marie-Jose PAYET

Directrice adjointe

de l'Agence Régionale de la Biodiversité
de La Réunion et Fondatrice Utopio

La Fresque de la Biodiversité, un atelier collaboratif et visuel utilisant un set de jeux de cartes, se présente comme un outil idéal pour sensibiliser les participants sur les enjeux et pressions autour de la biodiversité.

Compte tenu de leur dépendance et de leur impact sur la biodiversité, les entreprises sont de plus en plus appelées à intégrer la biodiversité dans leurs modèles économiques. Cependant, étant donné l'aspect multidimensionnel des questions liées à la biodiversité, le chemin vers l'intégration de la biodiversité dans le secteur privé nécessite une bonne compréhension du sujet ainsi qu'une reconnaissance accrue du fait que la biodiversité est un atout important pour les activités des entreprises.

La Fresque de la Biodiversité vise à approfondir la compréhension du concept de biodiversité, à mettre en exergue les interactions entre les activités humaines et les facteurs d'érosion de la biodiversité, à exposer les liens entre la biodiversité, le bien-être humain et l'activité économique, ainsi qu'à faciliter une réflexion sur les actions à prendre pour atténuer les pressions exercées sur la biodiversité.

2. Fresque de l'économie circulaire

ANIMATEUR

Vincent HORNSPERGER

Chargé de mission

Stratégies bas carbone et Économie
circulaire, Cap Business Océan Indien

La Fresque de l'Économie circulaire permet de comprendre les limites de notre système de production-consommation linéaire. Il vise à mettre en lumière les enjeux environnementaux sous-jacents et à expliquer la nécessité d'une transformation de ce système vers une économie circulaire.

Selon les créateurs de cette fresque, c'est un « changement de paradigme qui remet au centre la question de l'utilisation des ressources naturelles ainsi que la gestion des externalités, déchets et pollutions, générées par nos modes de vie ».

Cet atelier s'est déroulé en 4 phases :

- Comprendre : Mise en lumière des problématiques
- S'appropriier : Mise en perspective des apprentissages via des exemples concrets vécus par le groupe
- Échanger : Discussion parmi les participants
- Circulariser : Transformation d'un modèle linéaire en modèle circulaire grâce à de nouvelles cartes « leviers »

JOUR 3 VISITES D'ENTREPRISES

À la découverte des acteurs économiques de Mayotte

Les participants ont aussi eu l'occasion de visiter quatre entreprises locales : **le Data Center de Mamoudzou, le Port de Longoni, le site photovoltaïque d'Akuo et le Pôle d'excellence rurale**. Les visiteurs ont pu constater de visu des initiatives en matière de production régionale, de durabilité, de développements économiques et entrepreneuriaux. Ces visites ont aussi permis un partage de connaissances et savoir-faire, à travers des échanges B2B. L'heure était aussi au renforcement des synergies entre les territoires du bassin indianocéanique et à la création de partenariats stratégiques pour renforcer les collaborations régionales.

- **Data Center de Mamoudzou** – L'ITH Data Center de Mayotte est le premier centre de données du territoire, un pilier stratégique pour le développement numérique de l'île.
- **Port de Longoni** – Le Port de Longoni est le principal port de commerce de Mayotte. Pour soutenir la croissance de l'île, le Port de Longoni devra engager des investissements importants dans les prochaines années pour développer ses infrastructures. Il est exploité par Mayotte Channel Gateway dans le cadre d'une délégation de service public.
- **Site photovoltaïque d'Akuo** – Projet LESPORT de la société Akuo à Mayotte qui permet une production d'énergie locale et renouvelable de 1,4MW, permettant l'alimentation d'environ 4 000 foyers, incluant 15 000 m² de serres dédiées à la production agricole.
- **Pôle d'excellence rurale (PER)** – une visite pour découvrir la biodiversité mahoraise et ses applications dans les domaines gastronomique, cosmétique et pharmaceutique ; le PER accueille un laboratoire de Phytochimie géré par le Pôle d'Innovation Intégré de Mayotte, œuvrant pour la valorisation de la biodiversité via l'innovation et la recherche-action.

CONCLUSION & 15^E ÉDITION

Le Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI) vise à renforcer les liens entre les territoires insulaires du sud-ouest de l'océan Indien, en favorisant les rencontres et les opportunités d'affaires entre les acteurs de la région. À court terme, il dynamise l'économie locale (transports, services, hôtellerie, restauration) et accroît la visibilité des territoires. Il favorise la compréhension mutuelle et permet d'identifier les opportunités d'investissement, ainsi que les enjeux partagés. À moyen et long terme, il soutient les projets régionaux et encourage le développement de partenariats pour une coopération durable, en cohérence avec la mission de l'association.

Le 14^e Forum économique des îles de l'océan Indien a rassemblé plus de 250 participants, soulignant l'importance de la coopération régionale face aux défis et opportunités partagés. Cet événement a constitué un espace privilégié d'échanges, de renforcement des partenariats et de valorisation des ressources locales, jetant les bases d'un avenir économique durable pour la région.

Un avenir prospère et solidaire pour les îles de la région

Le prochain rendez-vous est fixé aux Comores, où l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat des Comores (UCCIA) accueillera le 15^e FEIOI avec l'ambition renouvelée de bâtir un avenir prospère et solidaire pour l'ensemble des îles de l'océan Indien. L'événement poursuivra les échanges du dernier FEIOI, abordant des thématiques alignées avec les priorités locales.

En complément du forum — temps fort réunissant les acteurs économiques de la région — Cap Business Océan Indien, soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD), accompagne le secteur privé vers un développement durable et résilient à travers sa Feuille de route 2021-2026. Ses actions se concentrent sur cinq priorités : économie bleue, énergie, tourisme durable, agriculture et connectivité, guidées par quatre axes transversaux : l'inclusion, l'économie circulaire, la biodiversité et les stratégies bas-carbone. Ce rapport servira de référence pour orienter les actions à venir, renforcer les synergies régionales et affiner la stratégie du secteur privé régional dans la zone.

Rendez-vous à tous aux Comores pour le 15^e FEIOI